



DECLARATION LIMINAIRE du CTL du 08 Janvier 2013

Monsieur le Président,

Le Ministère des Finances et la DGFIP subissent depuis de nombreuses années des changements structurels importants. En mai dernier, on annonce au peuple de France le changement. Si l'on a bien constaté un changement de Président, les agents des Finances ne constatent à ce jour aucun changement dans les projets de casse de notre ministère commencés dans le précédent quinquennat.

Malgré la condamnation de la RGPP par le nouveau pouvoir, rien n'a changé à la DGFIP !
Pire encore, après 5 années d'efforts exemplaires :

- par la poursuite de non remplacement de 2 départs à la retraite sur 3,
- par des restructurations à tout va sans grande ligne directrice autre que de supprimer ou de rendre plus difficile l'accès au Service Public pour l'utilisateur.

Les agents de la DGFIP se sont vu refuser un bilan contradictoire de la fusion pourtant demandé par la CGT Finances Publiques.

Ainsi la DGFIP, considérée comme administration non prioritaire, subira encore, pendant plusieurs années :

- Le maintien de la journée de carence, du gel du point d'indice,
- La réduction des taux de promotion interne, du volume des recrutements par voie de concours ou d'examens professionnels,
- La baisse des crédits de fonctionnement, alors même que plusieurs directions locales sont d'ores et déjà en état de cessation de paiement,
- La poursuite des suppressions d'emplois au taux de 2% par an, jusqu'en 2015 au moins. Soit pour la seule année 2013, la perte de 2023 emplois équivalents temps plein, et pour le Département du Pas de Calais la perte de 31 emplois (-22 filière fiscale et -9 en gestion publique)

Le CTL de ce jour doit valider 31 nouvelles suppressions d'emplois dans le département, qui s'ajoutent à toutes celles de ces dernières années. Alors que la situation dans tous les services est déjà catastrophique, vous nous annoncez que ce sera encore pire en 2013 avec moins d'agents mais aussi un budget en baisse.

Le malaise et le mécontentement des personnels s'accroissent même s'ils restent souvent silencieux.

Dans ce département comme partout en France, les moyens humains pour accomplir les missions, la présence du réseau au plus près de tous les usagers, sont directement liés au niveau de l'emploi.

Le manque de personnel pèse lourdement sur les conditions de travail des agents.

Tous les indicateurs le démontrent, la mal-vie au travail, le stress sont monnaie-courante dans tous les services.

Les moyens apportés pour y remédier (espace de dialogue, tableau de bord de veille social...) sont totalement inadaptés.

Il faut de vraies solutions.

Pour faire baisser le stress, il faut des agents à l'accueil; il faut des agents derrière les ordinateurs et il faut des agents pour répondre au téléphone, il faut des agents pour répondre aux demandes toujours plus pressantes des usagers, quels qu'ils soient. Il faut des agents pour accomplir toutes les missions et face à une législation toujours plus complexe, face à des réseaux de fraudes toujours plus sophistiqués, il faut des agents pour y faire face.

Nous revendiquons l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois mais également les créations nécessaires pour les missions, le réseau et les agents.

Ceci n'étant pas à l'ordre du jour, nous représentants de la CGT à ce Comité Technique, quitteront cette salle quand sera abordé le point concernant le dossier emplois, refusant de cautionner les suppressions d'emplois qui ne sont ni négociables, ni discutables;

Les élus de la CGT Finances Publiques

Bruno DEBOMY

René QUIDE

